

ML.

Conseil d'Etat	Raad van State
Legislation	Wetgeving
- 1 ^{er} X 1957	
Transmis à M. <i>coordination</i> (?)	
Overgemaakt aan de R.	

L. 5850/2/V.

ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, première chambre des **vacations**, saisi par le Ministre des Communications, le 17 juillet 1957, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "concernant les vivres à bord des navires", a donné le 27 août 1957 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste vacantiekamer, de 17e juli 1957 door de Minister van Verkeerswezen verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "betreffende de levensmiddelen aan boord van schepen", heeft de 27e augustus 1957 het volgend advies gegeven :

I.

Aux termes de son article 1er, le projet s'applique aux "navires tombant sous l'application de la loi du 25 août 1920 sur la sécurité des navires". Or, cette loi s'applique "à tout navire de commerce au sens de l'article 1er du livre II du Code de commerce" et "à toutes autres catégories d'engins flottants susceptibles de porter un équipage et bénéficiant de la nationalité belge ou se trouvant dans les limites des eaux maritimes" auxquels le Roi rendrait la loi applicable. Par l'arrêté du 7 décembre 1920, le Roi a rendu la loi du 25 août 1920 applicable "aux navires de plaisance (de plus de 25 tonneaux), aux bateaux de pêche pontés ou non pontés, à tout engin flottant destiné à aller en mer, ainsi qu'aux bateaux et embarcations affectés au transport de passagers dans les eaux maritimes belges". Le même arrêté exclut du champ d'application de la loi "les navires affectés à un service militaire ou de police".

Des renseignements fournis par le délégué du Ministre, il résulte que seuls les "navires de commerce belges" et les bateaux de pêche belges - quel que soit le tonnage de ces derniers - seraient soumis aux dispositions du présent projet.

Par les termes "navires de commerce", le Gouvernement vise en réalité les navires au sens de l'article 1er du livre II du Code de commerce, à l'exclusion toutefois des bâtiments de remorquage. Il y a lieu de préciser cette intention.

.../...

Le Conseil d'Etat propose dès lors un texte nouveau pour l'article 1er, 1°, qui délimite avec précision le champ d'application du projet. L'intitulé du projet devrait également être précisé dans le même sens. Enfin, le terme "navires" figurant dans différentes dispositions du projet devrait être complété par "et bateaux de pêche".

II.

Le projet vise, dans son préambule, la loi du 1er octobre 1855 sur les poids et mesures, notamment les articles 13 et 20 qui constitueraient le fondement légal de l'article 20 du projet. Or, la loi du 1er octobre 1855, modifiée par l'arrêté royal du 28 novembre 1939, s'applique aux lieux "où il est procédé à des opérations de pesage ou de mesurage en vue, soit de transactions immédiates ou à venir, soit de perceptions, soit d'expertises ou d'arbitrages". Les travaux préparatoires de cette loi et de la loi du 30 juillet 1901 réglementant le mesurage du travail des ouvriers, ont précisé que "la loi sur les poids et les mesures n'est applicable que là où il y a achat et vente". Cette loi ne s'applique donc pas aux prestations dues par l'armateur aux membres de l'équipage, en exécution du contrat d'engagement maritime.

La loi du 1er octobre 1855 ne peut donc constituer le fondement légal de l'article 20 du projet et la référence à cette loi au préambule doit être omise.

.../...

En vertu du pouvoir de réglementation que le Roi puise dans les articles 3 de la loi du 25 août 1920 et 41 de la loi du 5 juin 1928, il pourrait néanmoins prescrire l'usage, à bord des navires et des bateaux de pêche, des poids et mesures prévus par la loi de 1855 et ses arrêtés d'exécution et charger le commissaire maritime, l'inspecteur des vivres et les consuls, de s'assurer du respect de cette prescription.

III.

La loi du 4 août 1890 relative à la falsification des denrées alimentaires, à laquelle se réfère, implicitement tout au moins, l'article 5, 2°, du projet, semble bien applicable aux prestations en nature que l'armateur accorde aux membres de l'équipage lorsqu'il fournit la nourriture à bord. Le "commerce, la vente et le débit" des denrées alimentaires, visés par la loi, doivent en effet être compris dans un sens large (voir travaux préparatoires, Pasinomie 1890, p. 295).

Comme cette loi est d'application en l'espèce, la disposition de l'article 5, 2°, du projet serait superflue. Toutefois, ce rappel de la réglementation relative à la falsification des denrées alimentaires est utile, d'autant qu'une disposition semblable figurait à l'arrêté royal du 8 juin 1926 que le projet tend à remplacer. Il conviendrait dès lors de viser également au préambule la loi du 4 août 1890.

.../...

IV.

L'article 3 du projet prévoit un certificat de capacité professionnelle pour les cuisiniers de navires. Selon le délégué du Ministre, l'arrêté royal instituant ce certificat serait en préparation. Il se fonderait sur la loi du 31 décembre 1951 visée au préambule du projet. Cet arrêté royal devrait entrer en vigueur avant le projet actuel.

V.

L'article 4 du projet règle une matière qui fait déjà l'objet des articles 154 et 155 de l'arrêté royal du 8 novembre 1920 formant règlement pour l'application de la loi du 25 août 1920 sur la sécurité des navires. Suivant les renseignements fournis par le délégué du Gouvernement, cet arrêté serait complètement révisé. Il y aurait lieu, à l'occasion de cette révision, de supprimer les dispositions actuelles des articles 154 et 155 précités.

VI.

L'article 21 exonère du droit de timbre et d'enregistrement les procès-verbaux à établir par application du projet.

La loi du 25 août 1920 dispose en son article 37 : "Sont exemptés des formalités et droits de timbre et d'enregistrement , tous actes relatifs à l'exécution de la présente loi".

Toutefois, le Code des droits de timbre du 26 juin 1947 (article 59) et le Code des droits d'enregistrement du 30 novembre 1939 (article 162) ont énuméré les exonérations et ont prévu, dans leurs articles 81 (timbre) et 290 (enregistrement) que les dispositions légales antérieures concernant les droits de timbre et d'enregistrement étaient abrogées.

L'article 37 de la loi du 25 août 1920 est donc abrogé.

L'article 59, 20°, du Code des droits de timbre exempté cependant du droit les actes faits, en matière répressive, par les fonctionnaires auxquels la loi confie l'action pour l'application des peines. L'article 162, 5°, du Code des droits d'enregistrement exempté de la formalité de l'enregistrement les mêmes actes.

Les procès-verbaux prévus au projet sont donc exonérés s'ils servent à constater une infraction, ce qui semble être le cas de tous les procès-verbaux prévus au projet.

Le Roi n'ayant pas le pouvoir d'établir de nouvelles exonérations fiscales, l'article , qui de toute manière est inutile dans la mesure où il viserait

.../...

des procès-verbaux exonérés en vertu des articles 59, 20°, du Code des droits de timbre et 162, 5°, du Code des droits d'enregistrement, serait illégal s'il visait des procès-verbaux qui ne sont pas exonérés en vertu de ces deux dispositions légales. Il devrait, dès lors, être omis.

VII.

L'article 22 du projet indique les peines dont sont passibles les infractions aux différentes dispositions du projet. Il se réfère à ce sujet aux lois des 4 août 1890, 25 août 1920 et 5 juin 1928.

L'article 5 de la loi du 4 août 1890 (article qui est devenu l'article 561, 2° et 3°, du Code pénal) punit la vente, le débit ou l'exposition en vente de comestibles, boissons, denrées ou substances alimentaires quelconques gâtés, corrompus, nuisibles, falsifiés ou contrefaits. L'article 6 de la même loi prévoit les peines applicables aux infractions aux règlements portés en vertu des articles 1er et 4 de la loi. Enfin, l'article 7 punit ceux qui "se sont opposés aux visites, aux inspections ou à la prise d'échantillons par les agents investis du droit de rechercher

.../...

et de constater les infractions aux lois et règlements relatifs à l'objet de la présente loi".

L'article 27 de la loi du 25 août 1920 punit toute personne qui se sera rendue coupable d'une infraction aux dispositions de l'arrêté royal pris en exécution de l'article 3 de la loi. L'article 28 punit les personnes qui entravent la mission du service d'inspection.

Les articles 49, 50 et 51 de la loi du 5 juin 1928 portant le Code disciplinaire et pénal de la marine marchande, punissent le capitaine qui aura appareillé sans avoir à bord les approvisionnements en vivres suffisants pour les besoins de l'équipage ou qui aura embarqué des denrées falsifiées, ou qui se sera opposé aux visites des agents qualifiés.

Il n'est pas exact de dire, comme le fait le projet, que les articles précités du Code disciplinaire et pénal de la marine marchande sont les seuls à sanctionner toutes les dispositions du projet, à l'exception des articles 4 et 5, 2°. Ces articles du Code disciplinaire et pénal de la marine marchande ne prévoient des peines que pour les infractions commises par le capitaine. Or, les infractions aux articles 3, 15, 16, 17, 19 et 20 du projet peuvent

.../...

également être le fait soit de l'armateur, soit d'autres personnes qui s'opposent aux visites ou à la prise d'échantillons par les agents qualifiés. Dans ces cas, la loi du 4 août 1890 et la loi du 25 août 1920 sont toutes les deux applicables.

L'article 22, pour être complet, nécessiterait, dès lors, un examen approfondi des différentes dispositions pénales applicables en la matière. Même s'il était remanié à la suite de cet examen, il ne lierait pas les juridictions compétentes appelées à juger les infractions. Il est donc proposé d'indiquer uniquement les dispositions pénales qui sanctionnent les infractions au projet, sans préciser les articles auxquels ces dispositions s'appliquent.

+
+ +

Compte tenu des observations faites ci-dessus, le Conseil d'Etat propose d'apporter au projet certaines modifications. Le texte ci-après contient en outre des modifications sur lesquelles le délégué du Ministre a marqué son accord et qui ne nécessitent pas de commentaire.

.../...

Arrêté royal concernant les vivres à bord des navires
de commerce et bateaux de pêche belges.

BAUDOUIN, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, SALUT.

Vu la loi du 4 août 1890 relative à la falsification des denrées alimentaires;

Vu la loi du 25 août 1920 sur la sécurité des navires, notamment l'article 3;

Vu la loi du 5 juin 1928 portant réglementation du contrat d'engagement maritime, notamment l'article 41;

Vu la loi du 31 décembre 1951 portant approbation notamment de la convention internationale concernant l'alimentation et le service de table à bord des navires, adoptée à Seattle le 27 juin 1946 par la conférence internationale du travail, au cours de sa vingt-huitième session;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre des Communications,

NOUS AVONS ARRETE ET ARRETONS :

.../...

Article 1er.-Champ d'application.

Le présent arrêté s'applique aux navires de commerce et bateaux de pêche belges.

Sont toutefois exclus les navires affectés à un service de remorquage.

Article 2.-Obligation d'une alimentation convenable.

I. L'armateur est tenu de veiller à ce que, avant l'appareillage, il y ait suffisamment de vivres et d'eau à bord des navires et bateaux de pêche et à ce que cette nourriture se trouve en bon état de conservation.

Il est tenu d'avoir à bord, avant le départ, un inventaire complet des provisions.

2. L'armateur est tenu de veiller à ce qu'au cours du voyage, les vivres et l'eau se trouvant à bord demeurent en bon état de conservation et soient complétés au besoin.

Article 3.-

... (Texte de l'article 2 du projet)...

.../...

Article 4.-

L'armateur est tenu de veiller à ce que soient assurés un service de table et une préparation des aliments convenables. Il aura à bord du navire ou du bateau de pêche une personne spécialement chargée de cette tâche et titulaire d'un certificat de capacité professionnelle.

Article 5.-

... (Texte de l'article 4 du projet)...

Article 6.-Installation et équipement du service de table.

I. ... (Texte de l'article 5, 1^o, du projet)...

2. Sont applicables à bord des navires et des bateaux de pêche, les arrêtés royaux pris en exécution de la loi du 4 août 1890, relatifs à l'emploi d'ustensiles de cuisine, récipients etc... pour la préparation des aliments.

Article 7.-Pêche maritime.

Les obligations de l'armateur visées aux articles précédents ne sont applicables aux bateaux de pêche, que si l'armateur a expressément mentionné dans le contrat d'engagement maritime son intention d'assurer l'alimentation.

.../...

Article 8.-

...(Texte de l'article 7 du projet, sauf à remplacer "service civil" par "service de table")...

Article 9.-

... (Texte de l'article 8 du projet . Les mots "de l'observance" sont à remplacer par "du respect" et les mots "article 4" par "article 5") ...

Article 10.-Contrôleurs compétents.

... (Les alinéas 1er, 2 et 4 comme à l'article 9 du projet. A l'alinéa 1er, il y a lieu de remplacer les mots "article 5" par "article 6") ...

Alinéa 3. Le commissaire maritime, l'inspecteur des vivres et les consuls agissent d'initiative ou sur plainte d'un ou de plusieurs membres de l'équipage.

Alinéa 5. Le consul informe le commissaire maritime du port d'attache du navire ou du bateau de pêche de toute inspection effectuée par lui. Les autres personnes chargées du contrôle rendent annuellement compte à l'Administration de la marine, de leurs travaux et des résultats de ceux-ci.

.../...

Article 11.-

... (Texte de l'article 10 du projet. Les mots "article précédent" doivent être remplacés par "article 10")....

Article 12.-

... (Texte de l'article 11 du projet, dont la dernière phrase doit toutefois être omise)...

Article 13.-

... (L'alinéa 1er comme à l'article 12 du projet)...

Alinéa 2. Il interdit le départ du navire ou du bateau de pêche aussi longtemps qu'il n'est pas satisfait à cet ordre.

Article 14.-Vivres inconsommables.

Lorsque le commissaire maritime, l'inspecteur des vivres ou le consul découvre des vivres embarqués qui, manifestement et sans contestation de la part du capitaine, sont avariés, malsains ou impropres à la consommation, il les saisit et les fait débarquer aux frais et risques de l'armateur.

Le commissaire maritime, l'inspecteur des vivres ou le consul dresse de ses décisions et opérations un procès-verbal qu'il fait signer par le capitaine. Le consul fait mention de son intervention au journal de bord et adresse copie de son procès-verbal au commissaire maritime d'Anvers.

.../...

Article 15.-

Si le capitaine conteste le bien-fondé de la décision du commissaire maritime, de l'inspecteur des vivres ou du consul, ou refuse de signer le procès-verbal, ou si le commissaire maritime, l'inspecteur des vivres ou le consul a des doutes sur la qualité de la totalité ou d'une partie des vivres embarqués, il a recours à l'intervention immédiate d'un expert choisi sur place si le capitaine se déclare satisfait du seul avis de celui-ci, de deux experts dans le cas contraire, et, si leurs avis sont partagés, d'un troisième expert dont l'avis prévaut.

Les trois experts donnent leur avis sur le simple vu des vivres en question.

Si, de l'avis des experts ainsi recueilli, les vivres sont impropres à la consommation, le commissaire maritime, l'inspecteur des vivres ou le consul procède ainsi qu'il est dit à l'article 14 et acte l'avis des experts au procès-verbal et, suivant le cas, au journal de bord.

Article 16.-

... (Texte de l'article 15 du projet. Les mots "article précédent" doivent être remplacés par "article 15" et "article 13" par "article 14")...

Article 17.-

...(Texte de l'article 16 du projet)...

.../...

Article 18.-

...(Texte de l'article 17 du projet . Les mots "article 15" sont à remplacer par "article 16")...

Article 19.-

...(Texte de l'article 18 du projet)...

Article 20.-

... (Alinéa 1er comme à l'article 19 du projet)...

Alinéa 2. Ils veillent, sur ce point, à l'observation des prescriptions des arrêtés royaux visés à l'article 6.

Alinéa 3. Ils procéderont, pour ce contrôle, ainsi qu'il est dit aux précédents articles pour le contrôle des vivres. Les articles 14 et suivants du présent arrêté y sont applicables.

Article 21.-Appareils de pesage.

Le commissaire maritime, l'inspecteur des vivres et les consuls exercent aussi une surveillance sur les balances et autres appareils de pesée employés à bord pour la répartition et la composition des rations. Ces appareils de pesée doivent satisfaire à la loi du 1er octobre 1855 sur les poids et mesures et à ses arrêtés d'exécution.

.../...

Ils font débarquer les instruments défectueux ou frauduleusement rendus tels. Ils en dressent procès-verbal, qu'ils font signer par le capitaine. En cas de refus de celui-ci de signer le procès-verbal, ils en font mention.

Article 22.-

Dispositions pénales.

Les infractions aux dispositions du présent arrêté sont punies des peines prévues par les articles 561, 2° et 3°, du Code pénal, les articles 6 et 7 de la loi du 4 août 1890, les articles 27 et 28 de la loi du 25 août 1920 et les articles 49, 50 et 51 de la loi du 5 juin 1928.

Article 23.-

Abrogation.

L'arrêté royal du 8 juin 1926, qui établit le contrôle des vivres à bord des navires de commerce belges, est abrogé.

Article 24.-

Notre Ministre des Communications est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à , le

PAR LE ROI :

Le Ministre des Communications,

I

Luidens artikel 1, vindt het ontwerp toepassing op de "schepen die onder de toepassing vallen van de wet van 25 augustus 1920 op de veiligheid der schepen". Deze wet geldt "voor elk koopvaardijschip, in de zin van artikel 1 van boek II van het Wetboek van Koophandel" en voor "alle andere soorten van vlottingen, die een bemanning kunnen dragen en de Belgische nationaliteit genieten of zich binnen de Belgische zeewateren bevinden", waarop de Koning de wet toepasselijk mocht verklaren. Bij besluit van 7 december 1920, heeft de Koning evengenoemde wet van toepassing verklaard "op de plezierschepen (van meer dan 25 ton), op de gedekte en ongedekte vissersboten, op elke vlotting bestemd om in zee te steken, alsmede op de vaartuigen en boten aangewend tot het vervoer van reizigers in de Belgische zeewateren". Hetzelfde besluit zegt, dat de wet geen toepassing vindt op "de schepen aangewend tot een krijgsof een politiedienst".

Uit de inlichtingen verstrekt door de gemachtigde van de Minister blijkt, dat de bepalingen van het onderhavige ontwerp alleen zouden gelden voor "Belgische koopvaardijschepen" en voor "Belgische vissersvaartuigen onverschillig welke de tonnemaat van deze laatste mag zijn.

.../...

Met "koopvaardij schepen" bedoelt de Regering in feite schepen in de zin van artikel 1 van boek II van het Wetboek van Koophandel, maar met uitsluiting van sleepvaartuigen.

Deze bedoeling ware nader te omschrijven. Daarom geeft de Raad van State voor artikel 1, 1°, een nieuwe lezing in overweging, die het toepassingsgebied van het ontwerp nauwkeurig omlijnt. Ook het opschrift van het ontwerp zou in dezelfde zin moeten worden aangevuld. Ten slotte zou de term "schepen", die in het ontwerp herhaaldelijk voorkomt, moeten worden aangevuld met de woorden "en vissersvaartuigen".

II.

In de aanhef verwijst het ontwerp naar de wet van 1 oktober 1855 op de maten en gewichten, inzonderheid naar de artikelen 13 en 20 die de rechtsgrond van artikel 20 van het ontwerp zouden zijn. De wet van 1 oktober 1855, gewijzigd bij koninklijk besluit van 28 november 1939, is van toepassing op de plaatsen "waar weeg- of meetverrichtingen gebeuren met het oog, hetzij op onmiddellijke of toekomstige handelsverrichtingen, hetzij op inningen, hetzij op expertises of scheidsrechterlijke uitspraken". In de parlementaire voorbereiding van deze wet en van de wet van 30 juli 1901 tot regeling van het vaststellen van de arbeid der werklieden wordt gezegd, dat "de wet op de maten en gewichten alleen toepassing vindt waar sprake is van

.../...

koop en verkoop". Deze wet is dus niet toepasselijk op prestaties door de reder aan de bemanning verschuldigd ingevolge de arbeidsovereenkomst wegens scheepsdienst.

Bijgevolg kan de wet van 1 oktober 1855 niet als rechtsgrond dienen voor artikel 20 van het ontwerp, en moet de verwijzing naar deze wet in de aanhef wegvallen.

Op grond van de verordenende bevoegdheid hem door artikel 3 van de wet van 25 augustus 1920 en door artikel 41 van de wet van 5 juni 1928 verleend, kan de Koning niettemin voorschrijven, dat aan boord van schepen en vissersvaartuigen gebruik moet worden gemaakt van maten en gewichten als bepaald bij de wet van 1855 en de besluiten tot uitvoering hiervan, en kan hij de waterschout, de inspecteur der levensmiddelen en de consuls gelasten toe te zien dat die bepaling wordt nageleefd.

III

De wet van 4 augustus 1890 betreffende de vervalsing van levensmiddelen, waarnaar artikel 5, 2°, althans impliciet verwijst, schijnt wel toepasselijk te zijn op prestaties in natura welke de reder aan de bemanning toekent wanneer hij de voeding aan boord verstrekt. De "handel, de verkoop en de slijting" van levensmiddelen, door de wet bedoeld, moeten immers in ruime zin worden opgevat (zie parlementaire voorbereiding, Pasinomie 1890, blz 295).

.../...

Daar deze wet in het onderhavige geval toepassing vindt, is het bepaalde in artikel 5, 2°, van het ontwerp eigenlijk overbodig. Het is echter nuttig hier aan de reglementering betreffende de vervalsing van levensmiddelen te herinneren, vooral omdat een soortgelijke bepaling voorkomt in het koninklijk besluit van 8 juni 1926, hetwelk het ontwerp wil vervangen.

Bijgevolg zou in de aanhef ook naar de wet van 4 augustus 1890 moeten worden verwezen.

IV.

Artikel 3 van het ontwerp bepaalt dat de scheepskok een certificaat van beroepsbekwaamheid moet bezitten. Volgens de gemachtigde van de Minister zou het koninklijk besluit dat dit certificaat instelt in voorbereiding zijn. Het zou steunen op de in de aanhef vermelde wet van 31 december 1951. Bedoeld koninklijk besluit zou vóór dit ontwerp in werking moeten treden.

V.

De in artikel 4 van het ontwerp behandelde materie is reeds geregeld bij de artikelen 154 en 155 van het koninklijk besluit van 8 november 1920 vormende verordening voor de toepassing van de wet van 25 augustus 1920 op de veiligheid der schepen. Naar van

.../...

Regeringswege werd verklaard, zou dit besluit geheel worden herzien. Naar aaleiding daarvan zouden de huidige bepalingen van voormelde artikelen 154 en 155 moeten worden geschrapt.

VI.

Krachtens artikel 21 zijn de bij toepassing van het ontwerp op te maken processen-verbaal vrijgesteld van zegel- en registratierecht.

Artikel 37 van de wet van 25 augustus 1920 bepaalt : "Alle akten betreffende de uitvoering van deze wet zijn vrijgesteld van de formaliteiten en rechten van zegel en registratie".

Het Wetboek der zegelrechten van 26 juni 1947 (artikel 59) en het Wetboek der registratierechten van 30 november 1939 (artikel 162) geven echter een opsomming van de vrijstellingen en bepalen in artikel 81 (zegel) en in artikel 290 (registratie), dat de vroegere wetsbepalingen inzake zegel- en registratierechten zijn opgeheven.

Artikel 37 van de wet van 25 augustus 1920 is dus opgeheven.

.../...

Nochtans zijn krachtens artikel 59, 20°, van het Wetboek der zegelrechten van het zegelrecht vrijgesteld de akten in strafzaken opgemaakt door de ambtenaren aan wie de wet de vordering voor de toepassing der straffen opdraagt. Artikel 162, 5° van het Wetboek der registratierechten stelt diezelfde akten vrij van de formaliteit van de registratie.

De in het ontwerp bedoelde processen-verbaal zijn bijgevolg vrijgesteld wanneer zij dienen om een overtreding vast te stellen, en andere schijnt het ontwerp niet te kennen.

Daar de Koning geen nieuwe fiscale vrijstellingen kan invoeren, zou het artikel, dat alleszins overbodig is in zover het betrekking mocht hebben op processen-verbaal die op grond van de artikelen 59, 20°, van het Wetboek der zegelrechten en 162, 5°, van het Wetboek der registratierechten vrijstelling genieten, onwetmatig zijn, mocht het andere processen-verbaal die geen vrijstelling genieten krachtens deze twee bepalingen betreffen. Het zou bijgevolg moeten wegvallen.

VII.

Artikel 22 van het ontwerp geeft aan hoe overtredingen van de bepalingen van het ontwerp worden gestraft. Het verwijst in dit verband naar de wetten van 4 augustus 1890, 25 augustus 1920 en 5 juni 1928.

.../...

Artikel 5 van de wet van 4 augustus 1890, (thans artikel 561, 2° en 3°, van het Wetboek van strafrecht) straft het verkopen, slijten of te koop stellen van eetwaren, dranken of welke levens- of voedingsmiddelen ook, die beschadigd of bedorven, vervalst of nagemaakt zijn. Artikel 6 van dezelfde wet bepaalt, welke straffen worden toegepast op overtreding van de verordeningen uitgevaardigd krachtens de artikelen 1 en 4 van de wet. Artikel 7 ten slotte straft hen "die zich verzet hebben tegen de bezoeken, het oefenen van toezicht of het nemen van staten door de agenten, die gemachtigd zijn om de overtredingen van de wetten en reglementen betreffende het voorwerp van deze wet na te gaan en vast te stellen".

Artikel 27 van de wet van 25 augustus 1920 straft al wie zich schuldig maakt aan een overtreding van de bepalingen van het koninklijk besluit, genomen ter uitvoering van artikel 3 van de wet. Artikel 28 straft hen die de zending van de inspectiedienst belemmeren.

De artikelen 49, 50 en 51 van de wet van 5 juni 1928 houdende het Tucht- en Strafwetboek voor de koopvaardij, straffen de kapitein die zee kiest zonder voldoende voorraden levensmiddelen voor de behoeften van de bemanning aan boord te hebben, vervalste eetwaren heeft ingeschoept of zich tegen de bezoeken van de bevoegde agenten heeft verzet.

.../....

Ten onrechte zegt het ontwerp dat voormelde artikelen van het Tucht- en Strafwetboek voor de koopvaardij de enige zijn die alle bepalingen van het ontwerp, behalve de artikelen 4 en 5, 2°, sanctioneren. Eerstgenoemde artikelen van het Tucht- en Strafwetboek voor de koopvaardij straffen alleen overtredingen die de kapitein begaat. Hier echter kunnen ook de reder of andere personen die zich tegen schouwingen of tegen het nemen van stalen door de bevoegde agenten verzetten, de artikelen 3, 15, 16, 17, 19 en 20 van het ontwerp overtreden. In die gevallen zijn de wet van 4 augustus 1890 en de wet van 25 augustus 1920 beide toepasselijk.

Opdat artikel 22 volledig zou zijn, zouden de verschillende strafbepalingen welke hier toepassing kunnen vinden, grondig moeten worden bestudeerd. Zelfs als het ingevolge die studie volledig werd omgewerkt, zou het de bevoegde rechtscolleges die over de overtredingen uitspraak moeten doen, niet binden. De Raad stelt dan ook voor, alleen die strafbepalingen aan te geven welke de overtredingen van het ontwerp straffen, zonder te zeggen op welke artikelen zij betrekking hebben.

+
+ +

Met inachtneming van bovenstaande opmerkingen, stelt de Raad van State voor het ontwerp enigszins te wijzigen. In de hierna volgende tekst zijn ook wijzigingen opgenomen waarmede de gemachtigde van de Minister heeft ingestemd en die geen verdere commentaar behoeven.

.../...

Koninklijk besluit betreffende de levensmiddelen aan
boord van Belgische koopvaardijschepen en vissers-
vaartuigen.

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, HEIL.

Gelet op de wet van 4 augustus 1890 betref-
fende de vervalsing van de eetwaren;

Gelet op de wet van 25 augustus 1920 op de
veiligheid der schepen, inzonderheid op artikel 3;

Gelet op de wet van 5 juni 1928 houdende re-
geling van de arbeidsovereenkomst wegens scheepsdienst,
inzonderheid op artikel 41;

Gelet op de wet van 31 december 1951 houdend
goedkeuring namelijk van het internationaal verdrag be-
treffende de voeding en verzorging aan boord van sche-
pen, aangenomen te Seattle op 27 juni 1946 door de
internationale arbeidsconferentie tijdens haar achten-
twintigste zitting;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Ver-
keerswezen,

HEBBEN WIJ BESLOTEN EN BESLUITEN WIJ :

.../...

Artikel 1.-Toepassingsgebied.

Dit besluit vindt toepassing op Belgische koopvaardijschepen en vissersvaartuigen.

Uitgesloten worden echter de zeeschepen die voor een sleepdienst gebruikt worden.

Artikel 2.-Verplichting van behoorlijke voeding.

1. De reder is verplicht zorg te dragen dat vóór de afvaart voldoende levensmiddelen en water aan boord zijn van de schepen en vissersvaartuigen en dat dit voedsel in goede staat verkeert.

Hij is verplicht vóór de afvaart een volledige inventaris van de proviand aan boord te hebben.

2. De reder is verplicht zorg te dragen, dat gedurende de reis de levensmiddelen en het water, die zich aan boord bevinden, in goede staat blijven en, zo nodig, worden aangevuld.

.../...

Artikel 3.-

... (Tekst van artikel 2 van het ontwerp; de term "Vlaams" vervange men door "Nederlands") ...

Artikel 4.-

De reder is verplicht zorg te dragen, dat een behoorlijke verzorging en bereiding van de voeding gewaarborgd wordt. Aan boord van het schip of vissersvaartuig moet daarmede een persoon belast worden die in het bezit is van een certificaat van beroepsbekwaamheid.

Artikel 5.-

... (Tekst van artikel 4 van het ontwerp)...

Artikel 6.-Inrichting en uitrusting van de civiele dienst.

1. ... (Tekst van artikel 5, 1^o, van het ontwerp)...

2. Aan boord van schepen en vissersvaartuigen zijn van toepassing de koninklijke besluiten genomen ter uitvoering van de wet van 4 augustus 1890 betreffende het gebruik van keukengerief, potten, enz... voor het bereiden van eetwaren.

.../...

Artikel 7.-Zeevisserij.

De in voorgaande artikelen genoemde verplichtingen van de reder gelden alleen dan voor vissersvaartuigen, als de reder de zorg voor de voeding bij de arbeidsovereenkomst wegens scheepsdienst uitdrukkelijk op zich heeft genomen.

Artikel 8.-

... (Tekst van artikel 7 van het ontwerp; "dagboek" vervange men door "scheepsdagboek")...

Artikel 9.-

...(Tekst van artikel 8 van het ontwerp. De woorden "artikel 4" vervange men door "artikel 5")...

Artikel 10.-Bevoegde toezichters.

...(Lid 1, 2 en 4 zoals in artikel 9 van het ontwerp. In lid 1 vervange men de woorden "artikel 5" door "artikel 6")...

.../...

Lid 3. De waterschout, de inspecteur der levensmiddelen en de consuls handelen uit eigen beweging of op aanklacht van een of meer leden der bemanning.

Lid.5. De consul brengt de waterschout van de thuishaven van het schip of van het vissersvaartuig op de hoogte van elke inspectie die hij doet. De andere met het toezicht belaste personen brengen om het jaar verslag uit bij het Bestuur van Zeewezen over hun werk en de uitslag daarvan.

Artikel 11.-

... (Tekst van artikel 10 van het ontwerp. De woorden "voorgaand artikel" vervange men door "artikel 10") ...

Artikel 12.-

...(Tekst van artikel 11 van het ontwerp; de laatste volzin van het artikel late men wegvallen)...

Artikel 13.-

... (Lid 1: zoals artikel 12 van het ontwerp)...

Lid 2. Hij verbiedt het vertrek van het schip of vissersvaartuig, zolang aan dit bevel geen gevolg is gegeven.

.../...

Artikel 14.-Onbruikbare levensmiddelen.

Wanneer de waterschout, de inspecteur der levensmiddelen of de consul ingescheepte levensmiddelen ontdekken die klaarblijkelijk, zonder dat de kapitein dit betwist, beschadigd, ongezond of voor verbruik ongeschikt zijn, neemt hij ze in beslag en doet ze ontschepen op de kosten en de verantwoordelijkheid van de reder.

Over zijn beslissing en verrichtingen maakt de waterschout, de inspecteur der levensmiddelen of de consul een proces-verbaal op dat hij door de kapitein doet ondertekenen. De consul vermeldt zijn optreden in het scheepsdagboek en zendt aan de waterschout te Antwerpen een afschrift van zijn proces-verbaal.

Artikel 15.-

Indien de kapitein de gegrondheid van de beslissing van de waterschout, de inspecteur der levensmiddelen of de consul, betwist of weigert het proces-verbaal te tekenen, of indien de waterschout, de inspecteur der levensmiddelen of de consul twijfelt over de hoedanigheid der ingescheepte levensmiddelen of van een deel daarvan, doet hij onmiddellijk een beroep op een ter plaatse gekozen deskundige, zo de kapitein zich bij diens advies wil neerleggen, op twee deskundigen in het tegenovergestelde geval en, indien hun adviezen

.../...

uiteenlopen, op een derde deskundige, wiens advies de doorslag geeft.

De drie deskundigen geven hun advies op eenvoudig vertoon van de levensmiddelen.

Indien de levensmiddelen naar het aldus ingewonnen advies der deskundigen ongeschikt voor verbruik zijn, handelt de waterschout, de inspecteur der levensmiddelen of de consul zoals aangeduid in artikel 14 en tekent hij het advies der deskundigen aan in het proces-verbaal, en, volgens het geval, in het scheepsdagboek.

Artikel 16.-

...(Tekst van artikel 15 van het ontwerp. De woorden "voorgaand artikel" vervange men door "artikel 15" en "artikel 13" door "artikel 14")...

Artikel 17.-

...(Tekst van artikel 16 van het ontwerp)...

Artikel 18.-

...(Tekst van artikel 17 van het ontwerp. De woorden "artikel 15" vervange men door "artikel 16" en het woord "Vlaamse" door "Nederlandse"). ..

.../...

Artikel 19.-

... (Tekst van artikel 18 van het ontwerp)...

Artikel 20.-

... (Lid 1 zoals in artikel 19 van het ontwerp)...

Lid 2. Onder dit opzicht dragen ze zorg voor de naleving van hetgeen de in artikel 6 bedoelde koninklijke besluiten voorschrijven.

Lid 3. Om dit toezicht uit te oefenen, handelen zij zoals in voorgaande artikelen aangeduid is voor het toezicht op levensmiddelen. Artikel 14 en volgende van dit besluit vinden hier toepassing.

Artikel 21.-Weegtoestellen.

De waterschout, de inspecteur der levensmiddelen en de consuls oefenen ook toezicht uit op de balansen en andere weegtoestellen aan boord gebruikt voor het verdelen en samenstellen van de rantsoenen. Deze weegtoestellen moeten voldoen aan de wet van 1 oktober 1855 betreffende de maten en gewichten en aan de besluiten tot uitvoering daarvan.

Toestellen die gebrekkig zijn of door bedrog gebrekkig werken, doen zij ontschepen. Hiervan maken zij een proces-verbaal op dat zij door de kapitein doen tekenen. Ingeval deze laatste weigert het proces-verbaal te tekenen, maken zij er melding van.

Artikel 22.-

Strafbepalingen.

Overtredingen van de bepalingen van dit besluit worden gestraft met de straffen gesteld bij de artikelen 561, 2° en 3°, van het Strafwetboek, 6 en 7 van de wet van 4 augustus 1890, 27 en 28 van de wet van 25 augustus 1920, 49, 50 en 51 van de wet van 5 juni 1928.

Artikel 23.-

Opheffing.

Het koninklijk besluit van 8 juni 1926 waarbij het toezicht op de levensmiddelen aan boord van de Belgische koopvaardij schepen wordt ingericht, wordt opgeheven.

.../...

Artikel 24.-

Onze Minister van Verkeerswezen is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te ,de

VAN KONINGSWEGE :

De Minister van Verkeerswezen,

La chambre était composée de

De kamer was samengesteld uit

Messieurs : J. SUTENS,
de Heren :

premier président,
eerste-voorzitter,

H. BUCH,
K. MEES,

conseillers d'Etat,
raadsheren van State,

G. VAN HECKE,

assesseurs de la
section de législation,
bijzitters van de
afdeling wetgeving,

J. LIMPENS,

M. JACQUEMIJN,

greffier adjoint,
adjunct-griffier,

greffier.
griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. K. MEES.

Le rapport a été présenté par M. A. DEPONDT, auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

(s) M. JACQUEMIJN.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. K. MEES.

Het verslag werd uitgebracht door de H. A. DEPONDT, auditeur.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(s) J. SUTENS.